# L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. — NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI, MATIN, 9 AOUT, 1872. — 45me Année—Vol. XLV.

DUFOUR & LESBIT, Propriétaires-Editeurs.

NOUVELLE-ORLEANS.
VENDREDI MATIN, 9 AOUT.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par le Shérif, à midi, à la Bourse d'Encan St-Louis, rue St-Louis—Un terrain dans le Troisième District, dans l'îlot compris entre les rues Musique, Amour, Bons-Enfants et Elysian.

Par Stern Bros., au No 33 de la rue de Chartres—Bottes, souliers et brodequins : congress [illegible]

Par Hoffman, Marks & Co., au No 38 de la rue de Chartres—Lingerie, "notions" et articles de fantaisie.

ATTENTION !

Propriété améliorée dans le Troisième District à l'encan par le Shérif. Nous appelons l'attention publique sur la vente aux enchères qui aura lieu aujourd'hui, à midi, à la Bourse d'Encan St. Louis, rue St. Louis, par le ministère du Shérif, d'un terrain avec les édifices qui s'y trouvent, situés dans le Troisième District, rue Musique, entre celles d'Amour et des Bons-Enfants. Voir aux annonces.

## Les Conférences.

Le Comité central démocratique était convoqué, hier soir, à sept heures, pour entendre le rapport de son comité de conférence, mais ce rapport n'a pu être fait parce qu'une quatrième proposition a été soumise aux comités de conférence des divers partis, et l'examen de cette quatrième proposition a nécessité une longue séance des comités, hier soir.

Nous nous sommes abstenus jusqu'à présent de parler des travaux des comités de conférence, et nous observerons la même réserve jusqu'à ce que le rapport officiel de ces travaux soit rendu public.

Notre opinion sur la situation n'a pas varié, et nous ne croyons pas à la possibilité d'une entente entre la convention libérale et les comités démocrate et réformiste. L'objet apparent de la réunion de la convention libérale était d'amener une coalition de tous les éléments conservateurs avec les républicains libéraux, c'est-à-dire avec la coterie de M. Warmoth, car nous ne connaissons pas en Louisiane de républicains libéraux en dehors de cette coterie. Or, l'organe de Warmoth & Cie, le Republican, a posé un ultimatum qu'au lieu d'un délégué la majorité de la convention libérale n'est pas disposée à accepter. Comment donc veut-on que les démocrates et les réformistes s'y soumettent ?

La Convention républicaine Campbell-Pinchback qui a déjà, à la Nouvelle-Orléans et à Baton-Rouge, acclamé Warmoth comme son candidat et exprimé toute sa confiance en Pinchback, doit se réunir aujourd'hui, pour la troisième fois. Après avoir vainement tenté, à Baton-Rouge, d'effectuer une coalition avec la Convention du parti Grantiste pour obtenir sa part des places, cette Convention a [illegible] d'imposer un ultimatum aux libéraux, aux Démocrates et aux Réformistes.

Que représente cette Convention ? Ni un vote, ni un principe. Elle représente la [illegible] noire et blanche, qui a eu, depuis quatre ans, les meilleurs morceaux de la curée si souvent offerte par Warmoth à ses fidèles. Ces hommes n'ont d'autre but que la satisfaction de leurs appétits. Appartenant aux deux races de la population, ils sont prêts à exploiter l'une et l'autre sans plus de scrupules. Repoussés du parti de Grant, ils se tournent d'un autre côté, et, vrais condottieri politiques, ils s'offriront au rabais à l'un ou à l'autre parti, s'ils ne parviennent pas à traiter à leurs premières conditions.

A quel degré de démoralisation en sommes-nous donc arrivés pour qu'une pareille bande d'aventuriers puisse tenir en suspens les destinées de notre État et être la pierre d'achoppement qui empêche l'union de tous les honnêtes gens contre le régime de fraude et d'oppression sous lequel nous gémissons !

On a vu des amis, des frères s'égorger pour les beaux yeux d'une maîtresse. Nous sera-t-il donné de voir, en Louisiane, des citoyens qui ont combattu côte à côte, depuis douze ans pour leur salut commun, se diviser et se déchirer pour satisfaire l'ambition d'un Warmoth ou d'un Pinchback ! Non, cela n'est pas possible ! C'est un cauchemar qui a assez duré ! Il faut que les libéraux [illegible] entre le grand parti de la [illegible] réformiste qui leur tend les bras, prête à oublier leur erreur, ou la clique vénale et corruptrice qui a exploité et pillé notre État sans merci depuis quatre ans. D'une part, la lutte au grand jour avec l'espoir de la rédemption, de l'autre un marché honteux et inavouable pour le partage des places. Il nous semble que pour des patriotes, des honnêtes gens, [illegible] d'honneur et de cœur, le choix ne saurait être douteux !

GRAND MASS MEETING DÉMOCRATIQUE A SAINT-JACQUES.—Il y aura un grand Mass Meeting dans la paroisse St-Jacques, samedi, 10 courant, pour ratifier la candidature de Greeley et de Brown et la liste de fusion des démocrates et des réformistes.

Un train spécial du chemin de fer de la Nouvelle-Orléans, Mobile et Texas partira du pied de la rue du Canal, samedi matin, à huit heures moins un quart, pour conduire à St. Jacques, MM. McEnery, Jonas, Ellis et Gibson Hunt, qui doivent haranguer l'assemblée ainsi que d'autres orateurs de la paroisse.

L'Assemblée élira un comité exécutif et choisira également un de ses membres pour faire partie du Comité central de l'Etat.

SOUSCRIPTION FRANÇAISE.—Nous avons reçu hier du Révérend J. F. Raymond, président du comité des Opelousas, et de M. Quatrevaux, trésorier, la somme de dix-huit piastres, souscrite par M. Yorick Valade.

LOTERIE.—Le tirage à billet simple de la Loterie de l'Etat de la Louisiane aura lieu demain, samedi, 10 août 1872, à 11 heures du matin, dans la salle au-dessus des bureaux de la Compagnie. Le prix capital est de $50,000, avec 20,000 numéros seulement, au prix de $20 le billet. Le public est invité à assister au tirage. Nous trouvons donc tout à la fois grande chance et grande garantie dans cette combinaison, et ce double avantage, assuré au public, est ce qui a fait le succès de la Loterie de la Louisiane. Dominés par l'habitude, beaucoup d'amateurs du jeu de loterie ont résisté longtemps à prendre d'autres billets que ceux de la Loterie de la Havane ; mais à présent, ils n'ont plus de préférence : ils achètent aussi volontiers une chance à l'une qu'à l'autre institution, et la justice nous oblige à dire qu'ils sont également favorisés de la fortune des deux côtés. Quant au paiement des billets gagnants, la Loterie de l'Etat de la Louisiane donne une satisfaction prompte et complète.

La machine "Domestic" est la reine des machines à coudre, à points de chaînette. Elle se vend au No. 103, de la rue du Canal.

AVIS D'ABONNEMENT—Nos 104, 105 et 106.—Voyez à la colonne des notices spéciales la mort de MM. Miguel Gandolfo, C. W. Culbertson et H. Tison,—payable au bureau de "l'Association Louisianaise d'Assistance et de Bienfaisance Mutuelle et d'Assurance sur la Vie," rue Carondelet, 120. Montant payé sur les sorties depuis l'organisation, $230,455.

On ne peut songer à acheter une machine à coudre, sans faire un examen attentif de la machine "Domestic," 103 rue du Canal, chez M. S. Hedrick.

L'EMPRUNT FRANÇAIS.—On écrit de Paris, 21 juillet, au journal Le Havre :

L'impôt sur les matières premières a été voté hier.

Hier matin, le gouvernement devait émettre l'emprunt à 84 25, ce matin, [illegible]

[illegible] France a [illegible] millions de [illegible] réduit à environ 550 millions.

La plus magnifique collection de médailles qui fût en Angleterre est devenue propriété de deux antiquaires de Paris, MM. Rollin et Feuardent, qui l'ont payée [illegible]

## Revue des Journaux.

Le Picayune cite un article de l'Evening Post qui a la prétention de donner un portrait impartial du président Grant, par opposition aux portraits trop flattés qu'en font ses partisans ou aux peintures par trop calomnieuses que fabriquent ses adversaires. Le Post est un ami maladroit, car la description qu'il donne de son candidat, précisément parce qu'elle a une apparence de sincérité, n'en est que plus écrasante. Un homme qui ne connaît rien à l'économie politique, qui est ignorant, qui aime l'argent, les chevaux, les bons dîners et l'ostentation, n'est assurément pas l'idéal d'un président des Etats-Unis. C'est ce que répond le Picayune.

Le Times reconnaît la convention libérale. Il n'y trouve plus que 20 membres au lieu de 50 qui avaient été [illegible] républicain. Tous les autres sont des démocrates. Que devient alors le grand argument tiré de la nécessité de s'assurer le concours des républicains libéraux, si ces derniers ne constituent qu'une coterie infinitésimale. Il y a 480 démocrates et 20 républicains libéraux dans cette assemblée, et le Times prétend que ce serait un anachronisme, une contradiction, que de nommer des candidats démocrates. Le Times doit savoir, aussi bien que nous, que l'organisation Campbell-Pinchback ne contrôle pas 2,000 votes dans tout l'Etat. Ce journal joue un triste rôle en trompant ainsi ses lecteurs.

Tant qu'on a cru à la victoire dans la Caroline du Nord, les journaux républicains libéraux n'ont parlé de cette victoire que comme d'une victoire libérale ; aujourd'hui que les chances paraissent être en faveur du triomphe des grantistes, ces mêmes journaux appellent le résultat une défaite démocratique. C'est le cas pour le Republican, qui prétend voir dans cet insuccès une leçon pour les démocrates quand il faut, au contraire, attribuer l'échec à l'obstination d'un ou deux milliers d'entêtés qui, bien qu'opposés à Grant, n'ont pas voulu voter pour les démocrates. Il est inutile de discuter avec un journal dont la politique se résume dans un seul désir, celui de faire élire son patron et propriétaire, Warmoth.

Le National Republican prétend que personne ne peut douter de l'élection de Grant et de Wilson. A force de le répéter ce journal finira peut-être par le croire lui-même. Le même journal prétend que le plan de Warmoth est de fatiguer les délégués de la convention libérale pour les amener, en désespoir de cause, à se jeter dans ses bras. Il pourrait bien dire vrai. La plupart des délégués s'en retournent chez eux laissant leurs pouvoirs à quelques meneurs avec lesquels il sera plus facile de conclure un marché.

## Louisiane.

Correspondance de "l'Abeille."

Terrebonne, ce 7 août 1872.

Il est important que nous autres citadins vous fassiez une juste idée du planteur et des difficultés de sa position. Vous vous le figurez généralement comme vivant dans l'opulence et le far niente, fumant de bons cigares, et faisant de temps à autre une [illegible] à cheval pour jeter un coup d'œil indolent sur les travaux qui s'y exécutent. Hélas, qu'il y a loin de là à la réalité ! Ruiné par la guerre et vivant de privations, il a dû entreprendre la restauration et l'exploitation de sa propriété au milieu d'obstacles qui n'ont pu être surmontés que par une patience et une énergie à toute épreuve. Esclave attaché à la glèbe—non pas cet esclave d'autrefois, vivant heureux au jour le jour et sans souci du lendemain—il travaille tout le jour comme un forçat, et la nuit, avec les préoccupations qui le rongent, est pour lui sans sommeil ; et toujours debout sur la brèche, il consulte les éléments d'un œil inquiet pour savoir s'ils ne viendront pas, après tout, lui dérober en quelques instants le fruit d'une année de labeur et d'angoisses : voilà son existence. Et malheur, malheur à lui, si, avec le système de crédits à courte échéance dont vit notre agriculture, il ne fait pas honneur à ses engagements au bout de l'an : saisie et vente de sa plantation, et en trente jours tout est dit : le voilà sur la paille, réduit la plupart du temps à mendier une place d'économe, qu'il ne trouve pas toujours, et impropre à toute autre industrie, car en fait de travail, il ne connaît que celui de la terre. Il est vrai—et je ne voudrais pas [illegible] les auteurs d'une générosité qui veut rester cachée, j'en publierais les noms ici—qu'il se rencontre parfois des créanciers disposés à tendre la main au débiteur malheureux, et à lui faciliter les moyens de se relever : mais c'est là l'exception. On viendra, après cela, me dire que le planteur mène la vie à grandes guides, et qu'il n'a pas bien mérité de la communauté par sa ténacité à développer les richesses du sol en face de difficultés inouïes et bien faites pour décourager des esprits moins [illegible]

Mais là où il a faibli, là où il ne me semble plus être à la hauteur de sa position, c'est en n'ayant pas voulu jusqu'à présent apporter à l'étude et à l'application de la question du travail le calme et la réflexion qui leur sont indispensables. Il ne l'aborde, cette question, qu'avec passion ; et quand il a voulu descendre de la théorie à la pratique, il s'est laissé entraîner à des actes répréhensibles à tous les points de vue. Ainsi, à des assemblées tenues pour tarifer le prix du travail, ceux-là même qui les avaient convoquées ont été les premiers à violer la foi jurée en dépassant le taux qui y avait été convenu : et il n'arrive que trop souvent que des voisins qui se disent de vos amis n'hésitent pas à embaucher vos travailleurs par l'appât d'un gage plus élevé que celui que vous leur donnez. Tout cela, qui est si peu honnête ni délicat, a été, cependant, fait par des gens honorables d'ailleurs, et qui dans la vie ordinaire, en toute autre occasion, et sur tout autre sujet, observent religieusement leur parole, et ne voudraient pour rien au monde se salir par une action honteuse ; mais qu'il leur faille absolument des bras, et, dans la fièvre du vertige qui les saisit à la pensée d'une récolte compromise ou perdue, ils auront recours à des pratiques devant lesquelles ils reculeraient avec horreur dans leurs moments lucides. En attendant, leur conduite, qui n'a pas été sans porter atteinte à la réputation de loyauté de la classe à laquelle ils appartiennent—et cela fort injustement, puisqu'elle n'y a été pour rien—a eu pour corollaire inévitable le renchérissement du travail dans des proportions que rien ne justifie.

Et ici je m'arrête pour demander aux facteurs—eux qui peuvent toujours dicter leurs conditions—s'il ne leur serait pas possible de s'entendre entre eux pour protéger le planteur contre lui-même en lui imposant un maximum pour le loyer du travail ? Celui-ci abandonné à lui-même et privé de la concurrence insensée qui lui a imprimé le mouvement ascensionnel qui nous ruine, ou nous ruinera tous, retomberait à son niveau normal ; les travailleurs ne perdraient plus au commencement de chaque année un temps précieux à courir de côté et d'autre en quête des gages les plus élevés ; ils se mettraient de suite à la besogne, et rempliraient fidèlement leur contrat sans penser à déserter ailleurs, la paie étant uniforme partout : ce serait la stabilité du Travail, et le salut de l'industrie sucrière de la Louisiane.

Je terminerai cette lettre, qui vous semblera sans doute—comme à moi—beaucoup trop longue, par deux bonnes nouvelles pour notre Terrebonne.

Le Jury de Police vient d'être dissous par Warmoth, et recomposé d'hommes intègres, planteurs la plupart : mais il est fâcheux que Mr. Alexandre Livette n'en fasse plus partie, car c'est le seul de ses anciens membres qui ait vaillamment défendu les intérêts des contribuables, qui lui en sont tous reconnaissants. Et notre shérif, nègre brutal, ignorant—cela va sans dire—et plus que négligent dans l'exercice de ses fonctions, a été également destitué, ou pour parler plus constitutionnellement, suspendu par le gouverneur, et sa place donnée à un homme de la même couleur, mais dont les manières et les antécédents sont, dit-on, préférables à ceux de son prédécesseur.

Nous souffrons de la sécheresse depuis près ou plus d'un mois, et nos cannes auraient besoin de pluie pour franchir ce temps d'arrêt qu'elles éprouvent en ce moment.

Rien de saillant en politique.

P. A.

— Un jour Lablache étant dans un cabriolet, la voiture versa et lui passa dessus sans lui faire aucun mal.

— Quelle veine ! s'écria un gamin, témoin de l'accident.

Si le contraire était arrivé, et que M. Lablache fût tombé sur le cabriolet... Il l'écrasait.

—Un provincial ayant manifesté à Fiorentino le désir de voir Tom Pouce.

— Rien de plus facile, répondit celui-ci ; voilà une lettre pour son domestique.

Notre homme court immédiatement à l'adresse indiquée, et remet à un valet la lettre en question, qui contenait ces mots :

"Introduisez monsieur auprès de votre maître.

"FIORENTINO."

Le provincial entra dans un salon et se trouve en présence de Lablache. — Vous jugez de sa stupéfaction, et c'est timidement qu'il dit :

— Pardon, monsieur, mais je suis venu voir le général Tom Pouce.

— Il est devant vous, répondit de sa voix de stentor l'illustre chanteur ; vous [illegible] de me trouver un peu plus grand [illegible]

Voici [illegible] je suis chez moi, je me mets à l'aise !

TEMPÉRATURE.—8 août 1872.

Thermomètre de C. Duhamel, opticien.

| | Fahrenheit | Centigrade |
|---|---|---|
| 6 A. M. | 86 | 30 |
| 12 M. | 91 | 33 |
| 3 P. M. | 93 | 34 |
| 6 P. M. | 89 | 32 |

## CHRONIQUE DE LA VILLE.

Contre les prévisions générales, le comité de conférence de la Convention libérale ne s'est pas trouvé en mesure de présenter son rapport à la séance d'hier.

Ce nouveau retard n'a fait qu'accroître l'impatience du public. Mais on ne saurait admettre que l'incertitude puisse se prolonger davantage.

Les clubs démocrates feront, samedi soir, leur première sortie générale. L'annonce de cette grande procession a produit en ville une impression profonde. On s'attend à une manifestation imposante.

Tous les clubs démocrates dont l'organisation est complétée feront partie du cortège.

La procession sera sous les ordres d'un citoyen, auquel la droiture et la fermeté de son caractère ont depuis longtemps mérité l'estime publique, M. L. A. Wiltz, qui remplira les fonctions de grand-maréchal.

M. L. A. Wiltz sera assisté par un grand nombre d'aides-maréchal choisis parmi les citoyens les plus considérés dans notre communauté.

La population de la Nouvelle-Orléans tout entière s'associera de cœur à cette manifestation du parti démocrate. Il est question de pavoiser et d'illuminer les maisons sur le parcours du cortège. C'est là une excellente idée ; et nous espérons qu'il y sera donné suite. A coup sûr, les clubs de la démocratie peuvent compter sur un immense public de spectateurs et de spectatrices, dont la sympathie cordiale leur est acquise d'avance.

CONVENTION LIBÉRALE.—Séance du jeudi, 8 août 1872.—La séance est ouverte à 10 heures et demie, sous la présidence de M. Pugh, président.

L'appel constate la présence des délégués de quarante-huit paroisses.

M. Louis Bush, chairman du comité de conférence, se présente pour donner à la Convention des informations sur les travaux du comité. — Nous avons travaillé sans relâche, dit-il. En deux jours, pas un des membres du comité n'a pris plus de trois heures de sommeil. Malgré cela, nous ne sommes pas prêts à vous soumettre un rapport définitif. Toutes les questions sont sur le point d'être vidées ; mais je ne saurais préciser l'heure à laquelle nous serons en mesure de présenter notre rapport, etc.

Le général Herron demande à quelle heure le comité pense qu'il pourra soumettre son rapport.

M. Louis Bush, répond qu'ainsi qu'il a eu l'honneur de le dire, il lui est impossible de préciser une heure.

M. Deloney propose l'ajournement au lendemain (aujourd'hui) à 10 heures.

M. Bush trouve que l'on a déjà donné assez de temps au comité.

Le général Herron approuve et soutient la proposition de M. Deloney.

Après quelques observations de M. Bowman, et de certains autres membres sur la question, l'ajournement au lendemain, à 10 heures du matin, est adopté.

La séance est levée.

Avant de se séparer, les délégués manifestent le désir d'entendre M. R. N. Ogden.

M. Ogden monte sur l'estrade et prononce un discours qui fourmille d'inexactitudes, d'erreurs, et d'allusions mythologiques et historiques d'un goût plus que douteux. Nous nous contentons de relever un des passages saillants de cette harangue ambitieuse. Ab uno disce omnes.

M. R. N. Ogden compare le parti libéral à Hercule qui, en naissant, étouffe dans son berceau deux serpents.

Franchement, la comparaison n'est pas heureuse. Si les deux partis auxquels l'orateur a fait une si aimable allusion ont quelque chose du serpent, ce n'est que pour glisser dans les mains de l'Hercule-Nain qui tente vainement de les saisir.

GRAND MEETING. — Plusieurs meetings démocrates ont eu lieu, hier soir. Sans contredit, le plus intéressant de tous a été celui du club des Broom Rangers.

Longtemps avant l'heure annoncée pour l'ouverture de la réunion, une foule nombreuse avait envahi la rotonde de l'Hôtel St. Louis.

A sept heures et demie, l'assemblée a été appelée à l'ordre par M. A. Tissot, Jr., président du club.

En présence du nombre considérable de personnes étrangères à l'organisation des Broom Rangers, M. Tissot a proposé de modifier l'ordre du jour, et au lieu de s'occuper des questions intéressant simplement le Club, de tenir un meeting public.

MM. McEnery et Jonas, membres honoraires du club, se trouvaient présents. C'est aux acclamations de la foule qu'ils ont pris place sur l'estrade.

Au nom des Broom Rangers, M. Julien Michel a offert à M. McEnery, l'insigne distinctif du club, qui consiste en deux balais croisés surmontés d'un croissant. En remettant ce témoignage d'estime à M. McEnery, M. Julien Michel a prononcé quelques paroles chaleureuses que l'assemblée a couvertes d'applaudissements.

M. McEnery a remercié les Broom Rangers ; malheureusement, il était souffrant et n'a pu garder longtemps la parole.

Après lui, M. B. Jonas a harangué le meeting. Il a fait allusion à une correspondance de la Nouvelle-Orléans, adressée au World de New York, blâmant la politique du parti démocrate en Louisiane.

M. Jonas pense que cette correspondance a pour auteur M. Da Ponte. L'orateur a victorieusement réfuté les allégations qu'elle contient à l'adresse de la démocratie louisianaise. Il a parlé aussi du Dr. Cottman, qui, venu du Nord, et ne sachant rien des affaires de notre État, a la prétention de vouloir régenter nos démocrates. M. Jonas s'est ensuite défendu d'avoir jamais appartenu au parti Know-Nothing, de funeste mémoire.

Son discours a été chaudement applaudi.

Le colonel Tucker, de Ste-Marie, le juge Wickliffe, d'Est Feliciana, le col. Waggaman, de la Nlle-Orléans, ont successivement harangué le meeting ; et leur éloquente parole a soulevé l'enthousiasme de l'auditoire.

Séance tenante, 75 citoyens se sont inscrits sur les registres du Club. Ce qui porte le nombre total des membres à plus de trois cents.

Un grand meeting auquel sont invités tous les citoyens d'origine latine, aura lieu ce soir, à 7 heures et demie, dans la rotonde de l'Hôtel St-Louis. Le but de la réunion est l'organisation d'un club démocratique.

Hier, dans l'après-midi, un incendie a détruit plusieurs cottages à l'angle de l'Avenue St-Bernard et de la rue Madison. Le feu a pris dans une maison appartenant à M. Artley.

Ci-après un aperçu des pertes résultant du sinistre :

Maison Artley — Destruction presque totale ; assurance, $400, Compagnie des Marchands.

Maison, G. Drexler, habitée par MM. Geo. Cots et Fred. Marshall — Dommages, $800, couverts par une assurance à la Compagnie des Marchands.

Maison appartenant à Mrs Blum—Dommages, $1,000 ; assurance, $900.

CLUB DÉMOCRATE ESPAGNOL.—Le Club Espagnol "Infantes de Seymour" formé en 1868, vient de se reconstituer sous le nom de "Infantes de McEnery" dans un meeting qui a eu lieu, le 7 août, rue de la Vieille-Levée, 307. Le Club a ratifié le ticket de la Convention de Baltimore, et les candidatures de l'Etat du parti démocratique.

Avis à ceux de nos lecteurs qui appartiennent à la nationalité espagnole. Ils trouveront dans une autre colonne le procès-verbal de la première séance du Club en espagnol.

FAITS DIVERS.—Un petit garçon à peine âgé de 12 ans, Louis Ferrand, fils du caporal Ferrand, promenait, hier, à la main, dans la rue Dumaine, [illegible]

L'enfant eut la fatale idée [illegible] traîné par le pavé.

[illegible]

Un [illegible] Johnson, domicilié rue Prieur, à l'angle de la rue Washington, a commis l'imprudence d'allumer sa pipe à côté d'un vase rempli de poudre de chasse. Une étincelle a mis le feu à la poudre qui a fait explosion. Johnson a eu la figure et les mains horriblement brûlées.

—Margaret Farcell, accusée d'infanticide, et Mrs Gaffney sa mère, prévenue de complicité, ont comparu, hier, devant le recorder Houghton. Leurs réponses aux questions qui leur ont été posées par ce magistrat confirment les faits tels que nous les avons relatés d'après la première enquête faite par la police.

SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU CONSEIL DE VILLE. — Le Conseil, convoqué par le maire Flanders en séance extraordinaire, s'est réuni à midi pour discuter la question [illegible] de la ville.

Sont présents, messieurs Alfred Shaw, administrateur [illegible] publics, I. J. Delassize, administrateur des édifices publics, James Lewis, administrateur de la police et W. B. Walter administrateur des finances.

Sont absents, messieurs F. C. Renick, administrateur du commerce, Jules Cockrem, administrateur des améliorations, et H. Bonzano, administrateur des [illegible].

Ces trois administrateurs écrivent au maire Flanders pour lui dire qu'ils n'approuvent pas son projet de convoquer une séance publique pour examiner la liste des paiements faits par les différents départements de la municipalité. Ils pensent que cette question ne pourrait que soulever une foule de difficultés et faire du tort au crédit de la ville, et que d'ailleurs ils ne voient pas la nécessité de se réunir publiquement pour cela.

Après la lecture de ces lettres, M. Lewis dit que comme il n'a pas la prétention de connaître mieux les affaires du département des améliorations que celui qui en est le chef, il demande que la liste des paiements faits par l'administrateur de ce département soit publiée et approuvée par le Conseil, comme elle l'a toujours été auparavant.

M. Shaw pense qu'il faudrait présenter au Conseil, à la fin de chaque mois, la liste des paiements, afin qu'elle puisse être examinée.

Le maire dit que plusieurs des noms qui se trouvent sur ces listes de paiements ne figurent pas dans le dictionnaire des adresses de la ville. Pourtant, une ordonnance a été adoptée, il y a quelque temps, pour exiger que l'adresse de chaque employé de la ville soit placée à côté de son nom.

Les listes du département de la police ont été approuvées.

M. Lewis propose d'adopter la liste de paiements de M. Delassize.

M. Shaw demande que le Conseil s'ajourne jusqu'à vendredi matin pour donner à M. Delassize le temps de répondre aux questions qui pourraient lui être adressées lorsque tous les administrateurs seront réunis.

M. Shaw propose d'effacer de la liste de M. Lewis les salaires des manœuvres, des charpentiers et des gardes de nuit.

Une discussion très vive s'élève alors à ce sujet, et des termes peu parlementaires sont employés par des administrateurs.

M. Shaw dit qu'il y a des salaires qu'on devrait abolir, et ce sont certainement ceux des employés qu'il vient de nommer.

M. Shaw présente alors son rapport avec une liste de différents paiements faits par le département des comptes publics.

Il dit qu'un [illegible] avec soin, [illegible] les salaires ne sont pas trop considérables eu égard à l'importance du travail et à l'habileté des employés.

Il ajoute, cependant, qu'il est prêt à se soumettre à la décision du Conseil et à retrancher des noms s'il le faut, pour le plus grand bien de la ville.

M. Shaw présente l'ordonnance suivante :

"Qu'il soit ordonné par le Conseil de ville de la Nouvelle-Orléans, qu'aucun administrateur ou officier du gouvernement municipal ne pourra acheter, contracter ou [illegible] au nom du gouvernement de la ville, sans y être autorisé par le Conseil."

## LA MUSIQUE DE LA GARDE RÉPUBLICAINE.

Nous lisons dans le Messager Franco-Américain :

Le Press de Philadelphie annonce que la musique de la Garde républicaine a renoncé à se rendre au Cap May, par suite de la difficulté des communications entre New-York et cette ville de bains de mer. Pour mettre les musiciens à l'abri de toute perte pécuniaire, le propriétaire du Congress Hall [illegible] avait versé d'avance deux mille dollars. Notre confrère ajoute :

"On s'imagine généralement que les Gardes républicains ont gagné des sommes folles dans le pays, mais c'est une erreur. Ils donnent leurs concerts en vertu d'un contrat qui leur assure une somme fixe, et les bénéfices faits ne profitent qu'à deux [illegible]

Les journaux de Philadelphie, comme ceux de Chicago et de Cincinnati, s'occupent [illegible] d'une affaire dont nous avons [illegible] parce qu'il était fort difficile de démêler la vérité au milieu des bruits contradictoires qui circulent. Nous faisons allusion à la disparition à Chicago de M. Steiner, l'un des deux organisateurs des concerts de la musique française. Les journaux américains ne sont pas entre eux d'accord sur la cause de cette disparition ; selon les uns, M. Steiner a été assassiné ; suivant d'autres, il s'est enfui en emportant les fonds qui lui étaient confiés. Comme une somme importante, vingt mille dollars, dit-on, a disparu en même temps que M. Steiner, la seconde version paraît être la plus plausible.

Au milieu des détails plus ou moins obscurs que publient nos confrères de l'Ouest, nous détachons ce qui suit. C'est l'Evening Post de Chicago du 2 qui parle :

"Il résulterait des premiers récits publiés que Steiner n'avait pas sur lui assez d'argent pour tenter les voleurs. [illegible] Que faut-il croire de cela ? Lorsque Steiner a loué la voiture, les deux hommes lui ont demandé de les emmener avec lui ; il y consentit, et le véhicule les a emportés ensemble jusqu'au Continental Hotel. Lorsque Steiner a quitté l'hôtel pour se rendre chez lui, il était accompagné d'un M. Cobb, et les deux hommes ont repris place dans la voiture. M. Cobb est descendu chez lui dans Wabash avenue ; puis la voiture s'est dirigée vers le nord, dans la direction du garni No. 507, même rue, où habitait Steiner. C'est la dernière trace qu'on ait de ce dernier.

"Le cocher déclare que Steiner est bien descendu au No 507, et que pour le payer, il a tiré de sa poche un gros rouleau de billets, parmi lesquels il a pris cinq dollars. A ce moment, les deux amis du cocher étaient toujours dans la voiture, et ils sont revenus avec elle jusqu'à l'écurie. Quant au propriétaire du garni, No. 507, Wabash Avenue, il ignore si Steiner est réellement rentré dans la nuit en question.

"Le représentant du Post a vu hier soir M. Nibovet, consul de France, à la maison de M. Wyndham, l'associé de Steiner. M. Nibovet rapporte que lorsque Wyndham a appris à Cincinnati qu'un chèque donné par Steiner à la société française de bienfaisance n'avait pas été payé, il s'est montré terriblement ému. "Mon Dieu," s'est-il écrié, si je été trompé de nouveau [illegible]

Plus tard, à Philadelphie, lorsqu'il a appris la disparition de Steiner, il était comme un homme privé de raison ; il refusait de boire et de manger ; il abandonnait la direction des concerts ; enfin, il fut soulagé par une violente explosion de larmes. Tout s'est arrangé d'une manière satisfaisante. Il est convenu que la musique de la Garde républicaine fera une nouvelle tournée, qu'on lui payera tous ses frais et que l'excédent des recettes sera partagé avec Wyndham. Celui-ci a, depuis lors, versé journellement en banque le montant des recettes. A Philadelphie, il a déposé environ $5,000.

Il semble résulter de ce que dit le Post que la perte causée par la disparition de M. Steiner ne retombera pas sur les Gardes républicains. Nous souhaitons qu'il en soit ainsi, car il serait vraiment trop malheureux que les musiciens perdissent, par la friponnerie d'un agent, le produit de leur fatigante tournée artistique.

Hier, les Gardes républicains ont donné, dans l'après-midi, un concert au Jones' Wood. Ils devaient jouer ensuite le soir, à l'église Saint Charles Borromée, à Brooklyn.

La musique française fera ses adieux à la population de New-York vendredi prochain. Son dernier concert, le seul que nous aurons encore l'occasion d'entendre, aura lieu dans la salle d'armes du [illegible] régiment de milice, sous le patronage des [illegible] Le lendemain matin, les Gardes républicains s'embarqueront pour France sur le Washington.

—Le prétendant Tichborne, après avoir donné plusieurs conférences dans les provinces, vient de rentrer à Londres où il a convoqué, samedi, "ses amis" à un meeting monstre. Trois mille personnes environ ont répondu à son appel. Le meeting, d'après le Morning Advertiser, était admirablement organisé [illegible] "Sir Roger" était accompagné, comme aux meetings précédents, de ses avocats, MM. Onslow et Whalley.

Le prétendant, qui a parlé pendant une heure, a discuté, comme d'habitude, quelques-uns des arguments qui ont été invoqués contre lui par l'attorney-général [illegible]

Un des [illegible] a sollicité ensuite la parole, [illegible] "sir Roger" et de M. Whalley.

Alexandre Kennedy, un ex-sergent des carabiniers, [illegible] Il faisait partie en Irlande du même régiment que sir Roger et a déclaré reconnaître dans le prétendant l'officier sous les ordres duquel il avait servi autrefois.

Le capitaine Hunt, trésorier honoraire de la caisse de défense de Tichborne, a annoncé ensuite que les souscriptions sont en excellente voie, mais qu'elles n'ont pas encore atteint le chiffre qui lui permettrait de pouvoir compter pour soutenir une lutte judiciaire formidable contre le gouvernement.

Le meeting, après avoir entendu ces divers discours, a voté une résolution portant qu'il est convaincu que le prétendant est sir Roger Doughty Tichborne, et que les avocats qui avaient précédemment entrepris la défense de ses intérêts n'ont pas fait leur devoir.

Le Morning Advertiser fait remarquer qu'il serait étrange si vraiment le prétendant n'était autre que Arthur Orton, qu'au milieu de trois mille personnes réunies dans le voisinage du berceau des Orton, pas une seule ne reconnût en lui le fils du boucher de Wapping.

## DÉPÊCHES Télégraphiques TRANSMISES A L'ABEILLE.

### EUROPE.

Une lettre du Pape à M. Thiers.

Paris, 8—Le Pape a écrit au président Thiers une lettre, félicitant la nation française sur le grand succès du nouvel emprunt, succès que Sa Sainteté attribue au refus de Goulard, ministre des finances, d'accepter l'ambassade à la cour du roi d'Italie, l'envahisseur des Etats du St-Père et son ennemi.

Raison du voyage de M. Thiers.

Paris, 8—Une dépêche de Trouville où M. Thiers s'est rendu, dit que sa santé est excellente et que sa visite à Trouville n'a d'autre but que de faciliter le progrès des négociations relatives aux traités de commerce avec l'Angleterre et la Belgique.

L'Incendie à Constantinople.

Constantinople, 8 août — Le village de Casuscorendjouk, sur la rive asiatique du Bosphore, habité par de pauvres Juifs et Grecs, a été détruit par le feu. Plus de 1,000 familles, privées d'asile, sont dans le plus complet dénuement.

L'arbitrage de Genève.

Genève, 8—Le tribunal s'est ajourné à mercredi prochain, plusieurs membres et avocats se trouvant indisposés, les uns parce qu'ils ont trop travaillé, les autres parce que la température ne leur a pas été favorable. D'ailleurs il y a plusieurs questions qui requièrent une étude sérieuse avant toute discussion. On pense que tout sera terminé d'une manière satisfaisante vers le 15 septembre.

Bruxelles, 8—Le gouvernement belge vient d'interdire l'entrée des animaux venant de l'Allemagne et de la Russie, pays où règne la maladie des animaux.

Fortifications en France.

Paris, 8—Le comité des fortifications a décidé que les défenses de Dunkerque, Lille, Calais et autres villes seraient augmentées et renforcées.

### HAVANE.

Havane, 7—Le comte Canongia a assumé, d'une manière inattendue, le gouvernement à la Havane. On ne sait pourquoi le gouverneur Zavoiga a abandonné son poste si soudainement.

### WASHINGTON.

Le Trésor fédéral ne rend rien au Sud.

Washington, 8—De nombreuses demandes sont adressées au Trésor des Etats-Unis pour la récupération de sommes provenant de [illegible] appartenant aux Confédérés et confisquées par le gouvernement pendant la guerre. Beaucoup de gens supposent que le Trésor a non seulement l'argent ainsi collecté mais qu'il est autorisé aussi à le restituer. C'est là une erreur, quant à ce qui concerne [illegible] l'ex gouverneur Letcher et à d'autres, pour propriétés confisquées et vendues dans le district de Columbia seulement.

Procession pour Greeley à Washington.

Washington, 8—La procession de ratification de Greeley s'est déployée ce soir dans l'Avenue de la Pennsylvanie, avec des bannières, des transparents, des fusées et cinq bandes de musiciens.

Les deux partis [illegible]

Washington, 8—Les Républicains ont tiré 100 coups de canon pour l'élection du gouverneur républicain dans la Caroline du Nord.

Les Démocrates et les Libéraux ont eu un grand meeting de ratification ce soir, avec une procession aux flambeaux, des feux d'artifice et le canon. Le résultat de l'élection dans la Caroline du Nord ne paraît pas avoir refroidi l'ardeur des amis de Greeley.

Les Funérailles de Juarez.

Washington, 8—Des avis de Mexico disent que le ministre américain, Nelson, partira le 1er septembre pour les Etats-Unis et qu'après un congé fort court, il retournera à son poste.

A la [illegible] la mort de Juarez une révolution a eu lieu à Tampico. [illegible]

Le Congrès se rassemblera le 16 septembre en session extraordinaire. [illegible] Lerdo est candidat pour la présidence [illegible] Lerdo a ordonné une enquête sur les outrages commis envers les citoyens américains à Calapaz.

Les journaux rapportent que Lerdo rappellera de Washington le señor Mariscal et le remplacera par Stanislas Canedo.

[illegible]

Les funérailles de Juarez ont présenté un spectacle imposant. Le corps a été enterré au Panthéon. Les rues et les maisons étaient drapées de deuil et la procession portait différents emblèmes de chagrin et de regret.

Il y avait bien 70,000 spectateurs dans les rues où la procession passait. Presque tous les étrangers assistaient aux cérémonies funèbres, ainsi que les officiers publics et les représentants diplomatiques. [illegible] Nelson au nom du corps diplomatique et par le señor Vigil pour la presse. La mort de Juarez est généralement regrettée.

Le président Lerdo a commué en 10 années de prison la sentence de mort contre ceux qui ont enlevé Garvajales.

Angel Iturbide, fils de l'ex-empereur, est mort à Mexico le jour [illegible] Juarez. Il laisse une veuve et un fils.

Désintéressement du Consul Américain à Minatitlan.

Washington, 8 août — On rapporte que Diaz, ne recevant aucune assistance du peuple de Tepic, est parti pour San Francisco.

Le consul américain à Minatitlan a abandonné à la municipalité sa part de l'argent emporté de contrebande à bord de la barque norvégienne Argus. Le journal Les Deux Républiques dit : l'acte du consul [illegible] a été dominé par les raisons les plus hautes et les plus désintéressées.

Bulletin Météorologique.

Washington, 8 août. — Les probabilités annoncent des vents d'ouest sur le Golfe avec un temps clair sur le Sud-Atlantique, des pluies légères avec un ciel couvert de la Floride à la Virginie.

### DIVERS.

Butler est disposé à accepter la place de gouverneur.

New York, 8 août—Une dépêche spéciale de Boston rapporte que B. F. Butler ne fera aucune tentative pour se faire choisir comme candidat pour la place de gouverneur, mais qu'il acceptera la nomination si elle lui est offerte par le parti républicain et par le parti de la réforme du travail.

Le général N. P. Banks doit faire un discours dans Wall Street mardi prochain.

L'Election de la Caroline.

New-York, 8—La dernière dépêche au Times, au sujet des élections de la Caroline du Nord, rapporte que Caldwell a été élu par 2000 votes de majorité.

Au Sénat, 28 démocrates et 19 républicains.

A la Chambre, 48 démocrates et 57 républicains.

Arrivée de Greeley à Manchester.

Manchester, N. H., 8 août — Horace Greeley a été reçu avec enthousiasme dans cette ville. On a tiré du canon en son honneur, et une [illegible] procession pour le conduire chez lui. Il a fait un discours [illegible] que ceux qui cultivent le coton et ceux qui le tissent, devraient s'entendre s'ils voulaient réussir.

Accident de chemin de fer.

Cincinnati, 8 — Une dépêche rapporte qu'il y a eu hier une collision sur le chemin de fer de Mobile et Ohio entre Humboldt, Tenn., et Trey. Trois nègres ont été tués et plusieurs blessés. [illegible]

Convention Républicaine à Mobile.

Mobile, 8—La Convention républicaine de district qui s'est réunie ici, se composait presque entièrement de nègres. Ben. Turner a été nommé pour le Congrès par acclamation au milieu d'un grand enthousiasme.

Chaque aile de la Convention de district qui doit se réunir à Camden, s'accuse réciproquement de [illegible]

L'enquête de Brownsville.

Brownsville, 8 août—Les témoignages reçus par la Commission d'enquête établissent le fait qu'il existe [illegible] un plan pour [illegible] les bestiaux volés [illegible] pour en envoyer les peaux sur les marchés d'Europe. Des témoins ont dit que 4000 peaux attendent un navire étranger où elles seront embarquées. Les autorités mexicaines sont accusées de connivence et des bestiaux volés ont été trouvés en leur possession. Elles ont invariablement refusé de les rendre. Il est établi en outre, que les voleurs de bestiaux ont été protégés par les troupes régulières du Mexique, et dans plus d'une occasion les Américains, victimes de ces vols, ont été obligés de garder le silence [illegible] Il est hors de doute que des bandes organisées pour le vol ont été sous la [illegible] et le général de Cortina.

Selma, Ala., 8—[illegible]

Horace Greeley [illegible]

Concord, N. H., 8—M. Greeley est arrivé ici [illegible] à la gare par le maire et le gouverneur [illegible] M. Tappan lui a adressé un discours de bienvenue auquel Greeley a répondu [illegible]

Il a ensuite été accompagné à [illegible] Son arrivée ici a excité un très vif enthousiasme, et le rassemblement était fort nombreux. [illegible] salut national.

Charleston, 8—Le contrôleur général de cet Etat (Car. du Sud) adresse au gouverneur Scott une lettre où il mentionne le fait que la Législature, à sa dernière session, a ordonné le lever d'une taxe suffisante pour payer l'intérêt de la dette publique tout entière.

Rien n'ayant été décidé à ce sujet jusqu'à présent, le contrôleur demande que le gouverneur ordonne à l'auditeur d'Etat d'assumer et collecter la dite taxe [illegible] Les autorités [illegible] ont l'intention, dit-on, de collecter, vers le 15 septembre, cette taxe qui s'élève à [illegible] millions.

D'après le gouverneur Scott [illegible] Il faut [illegible] pour le payement des intérêts seuls.

Incendies.

Boston, 8—La raffinerie Continental a brûlé hier soir. — Les pertes [illegible] à un demi-million. — Plus de 150 personnes étaient employées [illegible]

Chicago, 8—Les propriétaires de l'élévateur Iowa, qui a été détruit par le feu, sont accusés d'avoir donné des reçus pour 100,000 boisseaux de blé de trop.

New York 8—On a demandé une autre cellule pour Stokes, celle où il a été renfermé étant trop humide.

Le surintendant Kelso a offert une récompense $1000 pour l'arrestation de Gadner, trésorier du corps de musiciens français, qui a donné des concerts à Chicago.

San-Francisco, 8—Chilton R. Winslow, fils de l'amiral Winslow, s'est suicidé hier.

Memphis, 8 août.—La Convention démocratique de ce district a nommé l'Hon. London C. Haynes pour le Congrès au 15e ballottage, la candidature de Haynes ayant été proposée contre [illegible] La plate-forme de Cincinnati a été adoptée.

New-York, 8 août. — Un appel a été lancé par le Comité Exécutif Républicain pour une Convention d'Etat des vétérans de New-York, qui se tiendra à Utica, le 20 courant. L'appel est signé par les généraux Sharpe, Stewart, Woodford, Jourdan, Barke, Weber, [illegible] etc.

### RIVIÈRES.

Etat du Fleuve, Marées, etc.

Vicksburg, 8 août. — Descendant, les steamers City of Quincy, Henry S. Turner, [illegible]

### MARCHÉS.

Marchés Européens.

Liverpool, 8 août au soir.—Coton sans changement à la clôture. Mid. 10, Orleans 10 1/4 à 3/8. Vendu 15,000 balles.

Marchés Américains.

Vente d'Or.

New-York, 8—Le Trésor a adjugé $600,000 d'or à 115 35/100 et le tout a été pris par une clique.

New York, 8 août au soir. — Coton plus ferme. Vendu 3,702 balles. Mid. 21 3/8. Orléans 22 1/8.

New-York, 8, au soir—Argent de 8 à 9. Sterling, [illegible] 109 5/8 à 109 7/8. Or 115 1/8 à 115 1/4. Gouvernements [illegible]

Charleston, 8 août. — Coton ferme. Middling 20. Stock 3,950.

Mobile, 8—Coton plat et nominal. Stock 765 balles.

Savannah, 8—Coton calme. Mid. 20. Stock 1,334 balles.

—L'ENVIEUX [illegible]—Il y a environ quinze jours, Anatole P..., assistait à une séance de magnétisme. Enthousiasmé, il alla trouver le "professeur" qui moyennant un forfait de cinq cents francs, lui enseigna l'art d'endormir les gens à volonté.

Quand il fut sûr de lui, P.... résolut d'expérimenter le pouvoir de son fluide [illegible] Il avait justement une tante de 70 ans dont il comptait hériter.

Il courut chez la vénérable vieille dame qu'il trouva [illegible] dans un grand fauteuil, devant son armoire à glace.

[illegible] Un ronflement l'avertit de son succès. Ma tante, demanda-t-il tout bas, dormez-vous ?—Oui, répondit la tante d'une voix creuse.—Alors, vieille momie, continua P..., [illegible]

La voix de la respectable somnambule devint de plus en plus lugubre, tandis qu'elle répondait : "Je mourrai de la goutte le 7 août prochain, et je te laisserai toute ma fortune.—Vive la goutte ! hurla P..., [illegible]

[illegible]

A ce moment la vieille dame se leva de son fauteuil, et d'une voix étranglée par la colère : "J'ai [illegible] de dormir, voyant bien ce que vous alliez faire. Maintenant, drôle, [illegible] Sortez !

On voit d'ici la figure du magnétiseur déçu.

Ce dont nous [illegible]

L'APPÉTIT [illegible] HOSTETTER [illegible]

[illegible] AMER DE HOSTETTER [illegible]

Décédé, hier, à 3 heures du matin, LOUIS ANGELO FERRAND, âgé de douze ans, fils de J. A. Ferrand et de Louise Brousseau. Les amis et connaissances de la famille sont priés d'assister à l'enterrement qui aura lieu aujourd'hui, à 4 heures précises. Les membres de la Société des Jeunes Amis sont également priés [illegible]

Association d'Assistance [illegible] Mutuelle [illegible]

ENTREPOT DE TAPIS. 27 ... CHARTRES ... 27. A. BROUSSEAU [illegible]

SALLE DU COMITÉ DÉMOCRATE EXÉCUTIF DE LA PAROISSE D'ORLÉANS.

Nouvelle-Orléans, 7 août 1872.

GRANDE PROCESSION AUX FLAMBEAUX.

Avis est donné aux Présidents, Officiers et Membres des Clubs de Wards et des Clubs Auxiliaires de la Paroisse d'Orléans, qu'Une Grande Procession aux Flambeaux aura lieu SAMEDI SOIR, 10 DU COURANT. [illegible]

M. L. A. WILTZ a été élu Grand-Maréchal.

Par ordre du Comité,

J. W. PATTON, Président.

WM. WORLFER, Secrétaire.

Grande Procession Démocrate AUX FLAMBEAUX

SAMEDI, 10 AOUT 1872.

La Procession se formera dans la rue du Canal à 7 heures et demie du soir, dans l'ordre suivant :

PREMIÈRE DIVISION, composée des clubs du Premier District, sous le commandement de [illegible], dans la rue du Canal, côté Nord, la tête s'appuyant à la rue du Camp.

DEUXIÈME DIVISION, composée des clubs du Deuxième District, sous le commandement de PASCALIN DE LA BARRE, côté sud de la rue du Canal, la tête s'appuyant à la rue de Chartres.

TROISIÈME DIVISION, composée des clubs du Troisième District, sous le commandement de WM. SWAN, dans la rue Dauphine, la tête s'appuyant à la rue du Canal.

QUATRIÈME DIVISION, composée des clubs du Quatrième District, sous le commandement de FRANK GERSTNER, dans la rue Carondelet, la tête s'appuyant à la rue du Canal.

CINQUIÈME DIVISION, composée des clubs du Cinquième District, sous le commandement de [illegible], la tête s'appuyant à la rue de Chartres.

SIXIÈME DIVISION, composée des clubs du Sixième District, sous le commandement de E. B. CHEVALLY—dans la rue du Camp, la tête s'appuyant à la rue du Canal.

ROUTE :

La Procession descendra la rue de Chartres jusqu'à la rue de l'Esplanade qu'elle descendra jusqu'à la rue Royale, montera la rue Royale jusqu'à la rue St-Charles qu'elle montera jusqu'à la rue Julia, descendra la rue Julia jusqu'à la rue [illegible] qu'elle montera jusqu'à la rue Joséphine, [illegible] la rue des Magasins qu'elle descendra jusqu'à la rue Calliope, [illegible] la rue du Camp qu'elle descendra jusqu'à la rue du Canal où la procession se débandera.

Les membres du Comité Central de l'Etat [illegible] sont invités [illegible] Grand Maréchal et ses Aides.

[illegible]

LOUIS A. WILTZ, Grand Maréchal.

AIDES :

Capt. Jno. J. Mellon, J. F. Dehl, W. H. Wells, [illegible]

J. A. FERMICOURT, HENRI CHAURANT

La seule Fabrique de CONFISERIE AU SUD
Avec une Usine à vapeur.
H. CHAURANT & CO.,
Successeurs à E. TURPIN (RED STORE)
98 ... Rue Vieille-Levée ... 98

La seule Maison Française et la plus Ancienne Fabrique de CANDI à la Nouvelle-Orléans.
CANDIS EN BATONS (Médaille avec Prime au Louisiana State Fair), GOMMES, DRAGÉES, LOSENGES, etc.
CHOCOLATS.
Importation directe d'Articles pour Confiseurs.
GATEAUX.
SIROPS au jus de fruits, INCOMPARABLES par leur arôme et leur qualité.
Importateurs de jus de fruits, tels que : FRAMBOISES, GROSEILLES, FRAISES, etc.
H. CHAURANT & Co., RED STORE,
98 ... Rue Vieille-Levée ... 98

Société Française d'Assistance Mutuelle de la Ville de Jefferson. [illegible] Par ordre du Président, P. [illegible], Secrétaire.

Association des Enfants de Marie. [illegible] FELIX LABATUT, Président.

Broom Rangers, attention ! — [illegible] A. L. TISSOT. Le Comité d'Arrangements.

Ascension, Club d'Orléans.—[illegible] JOHN J. FOSEL. WM CONSTANS, Secrétaire.

Ralliez-vous ! Ralliez-vous !! [illegible] Club Central d'Orléans. [illegible] JEAN COUGOT.

Ralliez-vous ! Ralliez-vous !! [illegible] Par ordre du comité, ANT. SPARICCIO, PEPE LULLA, A. ANSELMI, [illegible] SBORATO, S. OTERI, J. B. SPARICCIO.

AVIS.

Le grand tirage de la Loterie de l'Etat de la Louisiane aura lieu demain, SAMEDI, 10 août 1872, à 11 heures du matin, au-dessus de la salle de la Compagnie.

"Gros lot, $50,000."
"Seulement 20,000 billets."
"Prix du billet $20 seulement."

Le public est invité à assister au tirage.

Perdu, MARDI SOIR, 6 août 1872, dans la rue des Remparts, entre les rues Dumaine et St-Philippe, [illegible] G. LE GARDEUR, JR., No 20 de la rue Royale.

Avis. Il sera donné 25 piastres de récompense à la personne qui rapportera [illegible]

Porto, Vermouth, Absinthe, &c. [illegible] Du débarquement du trois-mâts Mary E. Rowland [illegible] ANT. LANATA, 9 & 11, rue Jefferson.

A LOUER. Une maison fraîchement réparée, [illegible] E. TIBLIER, Rue Conti 14.

PHARMACIE A VENDRE. Désirant se retirer des affaires pour s'occuper exclusivement de la préparation de son SIROP PECTORAL BALSAMIQUE, [illegible] F. P. DUCONGE, No 20 de la rue de Chartres, N. O.

Chaudières à Sucre. Un assortiment de CHAUDIÈRES en FONTE et en FER BATTU, de la célèbre fonderie de MM. R. & J. Smith et Cie, de Liverpool. A vendre par M. A. de LIZARDI & CIE., No 25 Carondelet.

Avis. Les consignataires par le navire Mary E. Rowland, de Marseille, sont requis de venir prendre livraison de leurs marchandises sur la Levée, au débarcadère du dit navire, à défaut de quoi elles seront emmagasinées à leurs risques et frais. Aucune réclamation ne sera valable, si elle n'est faite sur la Levée. Ni le capitaine, ni les consignataires du navire Mary E. Rowland, ne seront responsables des dettes que pourrait contracter l'équipage du dit navire. U. MARINONI, 85 Vieille-Levée.

Hum, Leong & Co., DÉTAILLANTS DE MARCHANDISES CHINOISES, [illegible]

En débarquement du navire américain "Mary E. Rowland", de Marseille. 50 barriques VIN de Bandol [illegible] U. MARINONI.

Avis. UN JEUNE HOMME de 15 à 18 ans, parlant l'anglais et le français [illegible]

Demande de Sucrier. UN sucrier, bien recommandé, trouverait à s'employer [illegible] N. M. SCOTT, No 27, rue Peters.

Collège du Mont Ste-Marie, PRÈS D'EMMITSBURG, Dans le comté de Frederick, Maryland. L'ANNÉE scolaire se divise en deux sessions de cinq mois chacune [illegible] PRÉSIDENT DU MT.-ST. MARY'S COLLEGE.

GRANDE FABRIQUE DE CANDI DE NORMAN & REISS, 121 et 123, rue Vieille-Levée, 121 et 123. UNE DES PLUS IMPORTANTES FABRIQUES DU SUD. RUE VIEILLE-LEVÉE. ON Y FABRIQUE CONSTAMMENT : Du Candi en gros et en petits bâtons, [illegible] NORMAN & REISS. Nos 121 & 123 rue de la Vieille-Levée. FABRIQUE DE MACARONI, VERMICELLE, EXTRAIT DE CAFÉ, etc.

Sirops de Fruits: FRAISES, FRAMBOISES, MURE, GROSEILLE, LIMON, ORANGE, ANANA, ORGEAT, GINGEMBRE, NECTAR, CRÈME, BANANE, VANILLE, ROSE, SALSEPAREILLE, NATUREL, MEAD, VINAIGRE. A vendre par NORMAN & REISS, Nos 121 et 123 de la rue Vieille-Levée.

La Banque des Travailleurs. Au No 9 de la rue du Camp s'ouvrira MARDI, 6 août 1872. [illegible] JOSEPH MÉNARD, Caissier.

POUDRE LEVAIN DE JOHN S. DUNHAM. Elle est sans égale [illegible] QUEYROUZE & BOIS.

Attendu de Bordeaux, Par le navire STABAT MATER [illegible] 220 barriques VIN ROUGE de différentes qualités, VIN BLANC [illegible] QUEYROUZE & BOIS.

AUGUSTE COUTURIÉ, 20 ... Rue de la Vieille-Levée ... 20. Seul Agent pour la vente des Champagne Chs. Heidsieck & Co., Cognac d'Eug. Grésaure & Co., Genièvre de Hautman & Co. Double Ancre. — Offre à vendre — Cognac J. & F. Martell de 1870, 1865, 1858, 1848, 1844 et S. O. P. Vins Rouges de Luden, St-Vizier et St-Seurin [illegible]

Passe Christian. Live Oak Cottage.—Maison de Chêne vert. Mme G. GAVENE prévient ses amis et le public en général qu'elle vient d'ouvrir une Maison de Pension [illegible]

Charbon. Charbon. Charbon. Le soussigné fournit du charbon aux planteurs [illegible] G. W. TUCKER.

Avis. La Société existant jusqu'à présent sous la raison FATJO, MARKS & CO., est dissoute [illegible] D. FATJO, JNO. BRUNASSO, JOS. H. MARKS, I. N. MARKS. Nlle-Orléans, 31 juillet 1872. [illegible] I. N. MARKS. Les soussignés ont formé, ce jour, une Société sous la raison de D. FATJO & CO. [illegible] D. FATJO, JNO. BRUNASSO. Par procuration D. FATJO. Nlle-Orléans, 1er août 1872.

SETON HALL COLLEGE, SOUTH ORANGE, N. J. OFFRE les avantages d'une éducation soignée avec le bien-être de la famille [illegible] LE DÉPARTEMENT DOMESTIQUE ET L'INFIRMERIE SONT SOUS LA DIRECTION DES SŒURS DE CHARITÉ. L'année scolaire commence le 4 septembre. Pension et instruction—Prix $400 par an. M. A. CORRIGAN, D.D. Président.

Produits d'Espagne et de France. En magasin et en "draw-back" [illegible] 250 barriques VIN de Bordeaux [illegible] FATJO & PONJUAN, No 386 rue Vieille-Levée.

Important pour les Cafés et Salons de Bière. [illegible] CINCINNATI LAGER BEER [illegible] ROBERT FARNAGHT.

GEO. MERZ / BRASSERIE DU VIEUX CANAL, Angle Toulouse et Villeré. PAR suite de la demande toujours croissante de ma BIÈRE et de mon ALE [illegible]

Tirage de Loterie de l'Etat de la Louisiane. [illegible]

Attendu de Bordeaux et de Marseille, par navire Elytie, Ida, et Rowland, [illegible] BLANCHIN & GIRAUD.

CHAMPAGNE Chs. FARRE REIMS. SEULS AGENTS AUX ÉTATS-UNIS, Vor. MAIGNAN & E. LABORDE, Nos 23 & 25 BIENVILLE STREET, Nlle-ORLEANS.

CAZAUX & VERGNOLE IMPORTATEURS DE VINS, LIQUEURS, &c., ET FABRICANTS DE SIROPS.

Changement de Magasin. M. ELIE a l'honneur d'annoncer à sa clientèle et au public qu'il vient de transférer son MAGASIN DE PIANOS ET D'INSTRUMENTS DE MUSIQUE Du No 16, Rue Royale, Au No 151, Rue du Canal.

MODES. Mme LÉON DROUET [illegible]

AVIS. D. AUGUSTIN, Avocat. [illegible]

A. CARRIÈRE & Co., NÉGOCIANTS-COMMISSIONNAIRES, IMPORTATEURS DE VINS, EAUX-DE-VIE, etc. No 45 rue Vieille-Levée. [illegible]

Mme LEONCE, DOCTEUR ET PROPHÉTESSE [illegible]

E. H. REYNES & BRO, [illegible]

QUEYROUZE & BOIS, MARCHANDS EN GROS DE GROCERIES, VINS, LIQUEURS [illegible]

J. B. CAMORS & CO., MARCHANDS DE FARINE ET Négociants Commissionnaires, 61 ... RUE TCHOUPITOULAS ... 61, NOUVELLE-ORLEANS.

Jno. T. Michel & Co. COURTIERS DE PROPRIÉTÉS FONCIÈRES [illegible]

FRANCIS FERNANDEZ, [illegible]

Nouvelle Récolte de Navets, de Buist. [illegible] RICHARD FROTSCHER.

Propriétés à vendre et à louer. A Vendre, [illegible] A Louer, [illegible] A Louer, [illegible] A Vendre, [illegible] A Louer, [illegible]